

Johnson, Paul. *Une histoire du monde moderne de 1917 aux années 1980. Tome I : La fin de la vieille Europe (1917-1945). Tome II : Le nouvel échiquier (1945-1970)*. Paris, Laffont-L'Express, 1985, 503 et 419 p.

Pierre-Yves Soucy

Volume 18, Number 2, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702174ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702174ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Soucy, P.-Y. (1987). Review of [Johnson, Paul. *Une histoire du monde moderne de 1917 aux années 1980. Tome I : La fin de la vieille Europe (1917-1945). Tome II : Le nouvel échiquier (1945-1970)*. Paris, Laffont-L'Express, 1985, 503 et 419 p.] *Études internationales*, 18(2), 435–438. <https://doi.org/10.7202/702174ar>

Il n'est pas possible ici d'analyser, fût-ce rapidement, le contenu de toutes les communications. On se limitera donc à quelques remarques d'ordre général. La plupart des rapports présentés l'ont été en anglais, très exactement 38 sur 53; 15 seulement, *a contrario*, ont été rédigés en langue française... Ce qui traduit naturellement la forte influence des anglosaxons dans les débats. Le concept de « Sécurité » n'a pas permis de dégager un consensus entre les experts qui ne lui donnent ni la même signification ni le même contenu. Plusieurs rapports ont traité de la course aux armements (causes, processus, conséquences économiques et politiques), de la militarisation et du militarisme en passant en revue les différentes situations dans les différentes parties du monde (Est/Ouest; Nord/Sud).

Un large accord, par contre, a pu se faire pour dénoncer la course qualitative et quantitative aux armements dont les effets pervers portent atteinte non seulement au processus du Développement mais aux Droits de l'homme. Il faut citer ici bien sûr l'intervention de Inga Thorsson, auteur d'un rapport qui fait autorité sur la relation entre le Désarmement et le Développement rédigé pour l'ONU en 1981, les Communications d'Alfred Sauvy, de I.O. Touline, sans oublier celle de Jean Klein consacrée aux « Ventes d'armes, développement, désarmement ».

En matière de droits de l'homme, les doctrines favorables à la dissuasion ont été condamnés parce que contraires à la résolution 38/75 de l'Assemblée générale de l'ONU, qui qualifie la guerre nucléaire de « crime le plus monstrueux contre les peuples » et d'atteinte fondamentale au premier des droits de la personne humaine: le droit à la vie. L'arme nucléaire menace la survie même de l'humanité et la démocratie puisque les gouvernés ne peuvent exercer aucun contrôle politique sur le décideur qui possède un droit de vie et de mort sur la nation. Nombreux sont les auteurs qui ont insisté sur la crise du droit international humanitaire et du droit de la guerre. Plusieurs intervenants ont suggéré de compléter les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 (étendre la notion de conflit non international pour y inclure les coups d'État et les actes de violence prolon-

gés). Le droit à l'autodétermination a opposé M. Peled à M. Safieh. La question des ventes d'armes a été examinée en liaison avec les droits de l'homme (doctrine américaine, position des États européens vis-à-vis de l'Afrique du Sud à propos de l'apartheid).

Le niveau des communications, parfois hétérogène, est dans l'ensemble de bonne facture. Plusieurs suggestions originales ont été avancées pour approfondir la recherche dans un domaine où le secret reste encore difficile à forcer. Les succès et les échecs obtenus par la maîtrise des armements (*Arms control*) divisent toujours les spécialistes; certains reculent cette approche, d'autres l'acceptent faute de solution de remplacement...

La complexité, la difficulté ou plutôt l'impossibilité d'aboutir à un accord global avaient conduit les organisateurs à renoncer à clôturer les travaux par l'adoption d'un document final. Cette sage décision n'a été contestée par personne. Au total, le lecteur pourra lui-même tirer les leçons d'un colloque qui constitue non pas un point d'arrivée mais un point de départ, tant les questions soulevées sont nombreuses et les réponses apportées incertaines ou insuffisantes.

Daniel COLARD

*Faculté de Droit et des Sciences Économiques et Politiques*  
*Université de Besançon, France*

JOHNSON, Paul. *Une histoire du monde moderne de 1917 aux années 1980. Tome I: La fin de la vieille Europe (1917-1945). Tome II: Le nouvel échiquier (1945-1980)*. Paris, Laffont-L'Express, 1985, 503 et 419 p.

En cette fin de siècle, la tentative d'établir un bilan et de fonder une appréciation synthétique des événements majeurs et du déroulement de l'histoire mondiale depuis la Grande Guerre (1914-1918), n'est pas dépourvue de sens, bien au contraire. Les temps actuels semblent se prêter à de telles rétrospectives dès lors que s'indique une crise

culturelle et politique et surgissent des interrogations soutenues mettant en cause les références théoriques comme les conceptions idéologiques dont le siècle s'est nourri. Aussi, l'entreprise de Paul Johnson (journaliste de carrière, auteur de plusieurs études historiques, et ex-directeur du journal britannique réputé de gauche, le *New Statesman*), souscrit-elle à une volonté de reconstitution d'ensemble de cette histoire, cherchant à y dégager, à travers les convulsions et les agitations de l'époque contemporaine, les lignes de forces de la politique mondiale et les mobiles apparents ou dissimulés de ses principaux protagonistes. Le résultat fut un fort volume, édité à Londres en 1983. La traduction française, parue en août 1985, se présente sous la forme de deux volumes dont le premier couvre la période de 1917 à 1985 et s'attache à décrire puis analyser, notamment, les diverses configurations sociales et politiques qui conduiront à ce qu'il nomme « la fin de la vieille Europe » ; le second volume porte sur l'après-guerre jusqu'aux années 80 et tente de cerner « le nouvel échiquier » de la politique mondiale. Le projet de l'auteur ne semble donc pas s'inscrire dans une perspective originale, tant du point de vue du découpage historique que de celui des concepts analytiques mobilisés aux fins de sa recherche. La lecture confirme cette première impression. Pour le lecteur quelque peu familier avec l'histoire de ce siècle, rien ou presque de ce qui est traité par Johnson qui ne soit déjà connu.

Et pourtant le résultat obtenu par l'auteur ne laisse pas indifférent. Comme en témoigne la réception à plus d'un égard positive, voire au succès obtenu dans le monde anglo-saxon lors de la sortie de son livre. Ce succès ne tient pas, nous semble-t-il, qu'au style délibérément provoquant ou à la recherche d'effets, en particulier lorsque l'auteur s'appesantit sur des détails de la vie privée, dont on peut dire qu'ils n'ajoutent aucun éclairage supplémentaire aux questions qu'il traite. Sa capacité à capter l'attention du lecteur tient d'abord à une écriture journalistique soignée qui ne cède par ailleurs en rien à l'exigence d'utilisation de références judicieuses, saisissantes, empruntées à diverses archives comme aux meil-

leures études sur les matières abordées, et dont s'enorgueillissent très souvent les ouvrages à prétention scientifique déclarée. Mais aussi et surtout à une incontestable faculté de synthèse de l'auteur dont le revers est l'obtention de formules chocs, souvent contestables, si ce n'est, de mises en rapport saugrenues. En particulier, lorsque l'auteur procède à un rapprochement entre (ou tente de situer sur un même registre) l'attitude et les réactions de S. Freud, alors qu'il est confronté à des objections de la part de ses collègues et disciples, et l'utilisation des hôpitaux psychiatriques en Union soviétique comme technique de répression politique (p. 18) ; ou encore lorsqu'il fait dériver l'antisémitisme de l'orthodoxie marxiste, prétextant que, l'un comme l'autre, procèdent à une utilisation similaire de la haine (du juif, du bourgeois), ce qui débouche sur un contresens historique, car l'antisémitisme n'a pas attendu le XIX<sup>ème</sup> siècle ni les conceptions de Marx pour se manifester.

Mais là n'est pas l'essentiel. Le livre de Johnson est travaillé par quelques thèses qu'il convient de présenter et de discuter brièvement. En faisant coïncider la naissance du monde moderne avec les expériences qui devaient conduire à la confirmation des hypothèses de Einstein rattachées à sa théorie de la relativité restreinte, Johnson tente d'évoquer ce qui caractérise l'esprit de l'époque, celui du tournant de la Première Guerre mondiale. Les bouleversements dans le domaine des sciences comme dans celui de la culture provoquèrent, selon l'auteur, un changement précipité des axes politiques et sociaux. Ils confirmaient à plus d'un titre l'entrée dans une modernité opérante qui rayonnait désormais de l'Europe, de l'Amérique, de la Russie soviétique vers le reste du monde. Les figures de Marx, de Freud, et d'Einstein incarneraient le changement advenu par rapport à ce que l'auteur appelle la philosophie de la responsabilité individuelle si manifeste, semble-t-il, au XIX<sup>ème</sup> siècle, alors que ses conditions de possibilité s'effacent derrière ce que Ortéga Y Gasset appelait « La révolte des masses », conduites par des personnalités charismatiques et autoritaires.

L'héritage culturel était désormais remis en cause. « Le monde n'était pas celui qui semblait être » et la guerre avait contribué à rompre plusieurs liens qui rattachaient la culture européenne à son passé immédiat. Aussi, la fragilité des valeurs qui en résultait rendait possibles diverses expériences au niveau social et politique (voire même artistique), et laissait en outre libre cours au développement frénétique de l'État comme instance unificatrice et autoréférentiel du tout social. Dans cette mouvance, l'expérience léniniste préfigurait déjà le système totalitaire dont le stalinisme en fut la manifestation radicale. Par ailleurs, le scepticisme flagrant sinon, le nihilisme légué de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, préparaient le retour en force de « l'esprit d'orthodoxie ». La montée des bandes fanatiques, dont le nazisme et le fascisme (pour ne pas parler de l'extrême gauche) en furent les avatars, devenait possible. Il n'en fallait pas plus pour que le vingtième siècle soit placé sous le signe des utopies totalitaires dont on s'éveille encore avec peine. Non comme une fatalité, nous répète Johnson (t.1, p.55), mais comme le résultat d'un relativisme rampant eu égard aux valeurs et à la morale, et qui tablait sur l'écroulement de l'ordre ancien désormais impossible à restaurer, et participait à la mise en place d'un « ordre nouveau » où tout semblait permis. L'idée d'une éthique du domaine public ou politique se rabattait sur l'esprit de camp ou de clan. Johnson donne, entre autres, l'exemple de Trotski dont la responsabilité n'est pas des moindres dans la mise en place des pratiques répressives et des « principes » servant à les légitimer, en Union soviétique, jusqu'à ce qu'il soit écarté du pouvoir, lequel n'aurait pas pu résumer de manière plus claire ce que partageaient à cet égard la droite comme la gauche révolutionnaire : « Les problèmes de la morale révolutionnaire ne font qu'un avec les problèmes de la stratégie » (cité par Johnson, t. 1, p. 283). Les critères moraux ou éthiques ne trouvaient plus leurs places aux côtés de ceux de l'efficacité politique. L'éthique de l'engagement recouvrait, au point de l'effacer, l'éthique de la responsabilité. Le mépris de Trotski pour la morale, à l'exception de celle, toute mouvante et circonstancielle, qu'il se croyait autorisé à définir, étonne autant qu'il

indique un désarroi complet (Encore récemment, certains agitateurs tentaient de promouvoir l'ancien collaborateur de Lénine au rang de « premier penseur politique du siècle », sans qu'ils ne soupçonnent eux-mêmes un seul instant le ridicule tragique de leur opération).

Aussi la période postérieure à la Première Guerre mondiale promettait-elle d'être agitée. L'affrontement politique, et à terme militaire, entre les diverses puissances européennes, dès lors qu'elles vont incarner des projets politiques expansionnistes irréconciliables, allaient confirmer cette difficulté majeure du système international à surmonter une situation d'hétérogénéité radicale. Celle-ci rendait inopérante toute institution supra-nationale (telle la SDN), et sur laquelle tant d'espoirs avaient été fondés. Sur cet arrière-fond, la Seconde Guerre mondiale apparaît comme une échéance historique où vient choir la politique européenne, qui, depuis quelques siècles, s'était confondue avec la politique mondiale : « L'été de 1940, écrit Johnson, vit mourir la vieille Europe ; l'idée que le monde était mené par un concert de grandes puissances européennes civilisées, à l'intérieur d'une structure de conventions internationales et de valeurs morales universellement acceptées, cette idée-là disparut de la scène de l'histoire ». (T. 1, p. 396). De ce point de vue, l'effondrement de l'Europe provoqué par la Seconde Guerre mondiale ne donna pas seulement lieu à la montée de deux empires (URSS – E.U.) à la base de la structuration diplomatique-stratégique du monde contemporain, mais aussi à la désagrégation des anciens empires coloniaux et à l'émergence sur la scène internationale d'une multitude d'États dans la foulée de la décolonisation. Dès lors, la réflexion de Johnson, sans vraiment ajouter au plan des dossiers historiques, accentue un trait présent dès les premiers chapitres, à savoir une dénonciation systématique du rôle de l'État dans les sociétés contemporaines, de la terreur qu'il a engendré, des effets désastreux qu'il a produit par ses tentatives d'embrigadement de la société. Aussi, la critique du totalitarisme en vient-elle chez l'auteur, à inclure celle du politique comme telle. La répression de libertés publiques, elles-mêmes résultant de conquêtes démocrati-

ques depuis deux siècles, l'assujettissement des individus à des normes et conduites communes, et, à la limite, les camps de concentrations, seraient autant de manifestations conformes à la trajectoire totalitaire de l'État moderne. Mais le conservatisme nostalgique de Johnson ferait presque regretter la politique des anciens empires coloniaux sous prétexte que les États qui se sont mis en place dans le « Tiers-Monde » seraient encore moins en mesure d'assurer la protection, si ce n'est la défense de leurs citoyens (cf. T. 2, pp. 47 à 89, et pp. 309 et suivantes), et se montreraient incapables de réaliser le développement économique et social de leur société respective. Aussi assiste-t-on chez Johnson à un renversement des discours « progressistes » qui avaient alimenté la scène intellectuelle des démocraties occidentales depuis une génération, alors que l'auteur tente un retour plutôt artificiel à des « vérités intemporelles de la religion et de la morale », de même qu'à une critique de l'histoire et des diverses expériences politiques du siècle, dont il faut bien dire, qu'elles ne portent pas toutes le même chapeau. Ce que Johnson a trop souvent tendance à oublier. Car cette quête nostalgique, cette tentative de retour à l'esprit libéral, étonnent d'autant plus que la pensée libérale, justement, éprouva les plus grandes difficultés, et même ne put surmonter son incapacité à comprendre ce qui, durant l'entre-deux guerres, se jouait comme aventure dans le monde, notamment « à sonder les gouffres d'où jaillissaient les identifications collectives et les désirs de mort; à saisir le lien entre le déchaînement de l'individualisme et la compétition économique avec l'attraction du collectivisme fasciste ou communiste. » (cf. Claude LEFORT, *Essais sur la politique, XIX<sup>ème</sup> - XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1986, p. 11.).

Pierre Yves SOUCY

*Département de science politique  
Université du Québec à Montréal*

KRASNER, Stephen D., *Structural Conflict: The Third World Against Global Liberalism*, Berkeley (CA), The University of California Press, 1985, 379 p.

On croyait le Tiers Monde agonisant. Le voici qui ressuscite sous la plume de Mr. Krasner dans un ouvrage qui sort des généralités habituelles sur la pauvreté, la croissance lente (ou négative), le sous-développement, l'ignorance, la dictature et la corruption dénoncés alternativement par les Tiers-mondistes et les Anti-Tiers-Mondistes.

Le postulat fondamental de Mr. Krasner est d'ordre *politique* là où la « variable indépendante d'analyse » a le plus souvent été d'ordre *économique*. Assurément le Tiers Monde existe comme entité objective faite de misère et de sous-développement: aujourd'hui, les pays les plus riches sont 80 à 100 fois mieux lotis que les pays les plus pauvres, alors qu'avant la révolution industrielle, les premiers ne l'étaient que deux fois par rapport aux seconds. Mais la caractéristique majeure des pays que l'on fait entrer dans le vocable « Tiers-Monde » est aussi leur vulnérabilité socio-politique, la faiblesse de leur système de gouvernement, leur manque de légitimité, leur capacité limitée à mobiliser une société civile éclatée. Ce qui les différencie des pays développés, ce qui constitue véritablement la source du conflit structurel entre le Nord et le Sud est, pour les seconds, une volonté tenace de mettre en oeuvre des principes et des normes d'action qui légitiment avant tout *l'autorité de l'État* plutôt qu'un libéralisme fondé sur les initiatives d'*acteurs privés*.

Krasner met ainsi à mal l'économisme ambiant dans le discours sur le Tiers Monde en démontrant d'une manière convaincante les asymétries profondes qui existent entre Nord et Sud sur la conception et l'exercice du pouvoir.

Cette idée centrale est développée dans les premiers chapitres de l'ouvrage consacrés à un exposé des faiblesses structurelles (et non seulement économiques) du Tiers Monde, de sa stratégie pour se mettre en position de force sur la scène géo-politique internationale, des succès qu'il a remportés dans ce domaine